

Migrations : l'UE mise sur l'« externalisation »

Florentin Collomp Correspondant à Bruxelles

Grâce à des partenariats avec des pays tiers, les entrées illégales dans l'Union européenne ont diminué de 40 % en un an.

La chute du régime d'el-Assad en Syrie a remis la question de l'immigration au cœur des préoccupations des Européens. Après la cacophonie des premiers jours, la Commission cherche à remettre le sujet en perspective après les actions déjà entreprises. Il figurera au menu des discussions des 27 chefs d'État et de gouvernements (moins Emmanuel Macron, parti pour Mayotte), lors d'un sommet de l'UE, ce jeudi, à Bruxelles.

Si certains, comme l'Autriche, se sont empressés de plaider pour un retour rapide des réfugiés syriens chez eux, d'autres s'inquiètent que l'arrivée des rebelles au pouvoir à Damas n'entraîne un mouvement inverse. « Il est important de s'assurer qu'une incertitude prolongée n'entraîne pas de nouveaux flux de réfugiés », a mis en garde Ursula von der Leyen, dans une lettre envoyée la veille du Conseil européen aux Vingt-Sept. Dans ce document de sept pages, elle fait le point sur les initiatives prises par l'UE sur l'immigration et ses engagements pour les mois à venir.

Premier principe : la coopération avec les voisins de la Syrie (Liban, Jordanie et Turquie). La présidente de la Commission s'est rendue, dès mardi, à Ankara, apporter son soutien à Recep Tayyip Erdogan. Elle lui a promis 1 milliard d'euros supplémentaires – soit un total de 10 milliards depuis 2011 – pour l'aider à gérer plus de 3 millions de réfugiés syriens, la moitié de la totalité de ceux qui ont fui le pays. Les partenariats extérieurs sont devenus la pierre angulaire du dispositif européen de lutte contre l'immigration illégale. Au Liban, l'Europe a engagé 1 milliard d'euros sur trois ans. Après les accords conclus avec la Tunisie en 2023 et l'Égypte cette année, la Commission prévoit d'en signer un nouveau avec la Jordanie début 2025. Des financements sont aussi alloués au Sénégal ou à la Mauritanie pour lutter contre les filières de passeurs.

Ursula von der Leyen, présidente sous pression

Cette politique produit des résultats. Dans ces deux premiers Länder, elle dispose d'une minorité de blocage. De l'autre côté du spectre, un nouveau venu s'est imposé, l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), du nom d'une ancienne députée de Die Linke et du PDS, héritier du SED, le parti unique d'ex-RDA. Cette cinquantenaire charismatique avait attendu 1989, l'année de la chute du mur de Berlin, pour adhérer au SED, qualifiant de « contre-révolutionnaires » les artisans de la réunification. Trente-cinq ans plus tard, elle met ses performances régionales au strict profit de ses ambitions nationales, se présentant comme tête de liste aux législatives sur un agenda anti-guerre. Ce parti d'extrême gauche anti-immigration cultive des accents populistes.

Mis à part leurs programmes économiques divergents, BSW et l'AFD partagent leur refus de livrer des armes à l'Ukraine. À eux deux, ces partis totalisent 45 % des voix dans l'est de l'Allemagne, et sont jugés aussi toxiques que l'autre par les leaders politiques nationaux. « Ils sont directement ou indirectement accompagnés mentalement, et en partie inspirés et dirigés par Moscou », a dénoncé le chef bavarois des chrétiens-démocrates, Markus Söder (CSU).

Mais en vertu de la tradition politique allemande, où l'extrême droite reste l'ennemi numéro un, Sahra Wagenknecht est perçue dans les régions comme un moindre mal, avec qui il est possible de gouverner. En Saxe, Michael Kretschmer, soucieux d'obtenir une majorité, avait tenté de nouer une coalition avec BSW avant de renoncer face à ses exigences pacifistes. Bien que dotés de larges pouvoirs, les Länder sont dépourvus de compétences diplomatiques.

À défaut, la CDU s'est donc contentée du SPD. Le parti de Sahra Wagenknecht a certes contribué à l'élection de Kretschmer au deuxième tour, sans donner qu'un à sa politique. « Un chaos parlementaire » guette la Saxe, a mis en garde la chef des écologistes saxonnes, Christin Furtenbacher. Le leader CDU « a gagné son fauteuil mais perdu le pouvoir », a résumé le quotidien *Sächsische Zeitung*, décrivant un gouvernement dépendant de l'opposition et un Land menacé « d'une période d'immobilisme et de compromis coûteux ».

octobre », se félicite un diplomate européen. Las, l'expérience italienne s'est, pour l'heure, soldée par une impasse juridique, les tribunaux de la péninsule la jugeant non conforme au droit.

La notion de « pays sûrs », un terrain glissant

Cela ne décourage pas la présidente de la Commission de proposer d'intégrer ce type de dispositif dans la directive qu'elle entend soumettre aux États membres avant mars pour faciliter les « retours » (expulsions) de clandestins. Lors d'un déjeuner avec les ministres de l'Intérieur des Vingt-Sept, la semaine dernière, le tout nouveau commissaire européen aux Affaires intérieures et à la Migration, l'Autrichien Magnus Brunner, a évoqué les incertitudes juridiques posées : durée maximum de rétention, sort pour les migrants dont

La notion de « pays sûrs », un terrain glissant

l'asile serait refusé... Emmanuel Macron s'était dit « sceptique » sur le « modèle » italien. « La priorité est de travailler rapidement sur une directive ciblée et efficace permettant des retours effectifs, plutôt que de trop charger la barque », estime-t-on aujourd'hui à l'Élysée. Un excès de zèle pourrait aussi avoir pour effet contre-productif de braquer le Parlement européen, qui avait bloqué l'adoption de ce texte sur les retours, sur la table depuis 2018. « C'est un travail plus politique qu'opérationnel, destiné à répondre à la pression de l'opinion sur le sujet migratoire et qui peut avoir un effet dissuasif », décrypte un diplomate européen.

Autre terrain glissant, celui de la notion de « pays sûrs », vers lesquels il serait possible de renvoyer des demandeurs d'asile. L'été dernier, un groupe de huit États membres, emmenés par

l'Autriche et l'Italie, avait plaidé pour la normalisation des relations avec le régime d'Assad dans cet objectif. Pour Carmine Conte, juriste à l'association Migration Policy Group, il faut se méfier des « solutions à court terme portées de risques à long terme et qui mettent à mal le droit à l'asile ».

Pour l'heure, les Vingt-Sept se concentrent sur la mise en œuvre du pacte asile et migration, le paquet législatif adopté en mai 2024, pour coordonner la politique en la matière. D'importants chantiers, législatifs, d'infrastructures, informatiques ou de formation sont lancés, pour une entrée en vigueur prévue en 2026. Les États membres, censés y contribuer à leur échelle, ont pris du retard. Seuls la moitié d'entre eux avaient envoyé à Bruxelles leur plan national à l'échéance fixée au 12 décembre. ■



Des migrants attendent d'être pris en charge par le navire de sauvetage *Geo Barents*, opéré par Médecins sans frontières, au large des côtes tunisiennes, en Méditerranée, le 19 juillet 2024. DARRIN ZAMMIT LUPU / REUTERS

Pour gouverner à l'Est, la CDU choisit l'extrême gauche plutôt que l'AFD

Pierre Avril
Correspondant à Berlin

Michael Kretschmer fut longtemps considéré comme un politicien flamboyant, un poids lourd de la CDU se flattant d'avoir l'oreille des électeurs de l'AFD sans épouser les thèses de l'extrême droite. Un ministre président influent qui accueillait Emmanuel Macron lors de sa visite d'État. Mercredi, le politicien de 49 ans a dû attendre le deuxième tour pour être réélu chef du Land de Saxe, à la tête d'un gouvernement minoritaire, avec pour seul appui les sociaux-démocrates d'Olaf Scholz. Dix voix manquantes pour prétendre imposer ses projets. « Des années épuisantes nous attendent », a prévenu l'élu, tout en se félicitant de l'issue du scrutin. Il n'a pas eu besoin des voix de l'AFD pour entamer son mandat.

Après la Thuringe et le Brandebourg, la Saxe est le troisième Land de l'ex-RDA à se doter d'un gouvernement instable. Tel est le résultat direct et inédit des élections de septembre où l'AFD – avec qui personne ne souhaite gouverner – a obtenu les meilleures performances. L'Alternative für Deutschland avait remporté le scrutin en Thuringe, et obtenu la deuxième place dans le Brandebourg et en Saxe, où les deux partis dominants – SPD

et CDU – voyaient leur assise s'éroder. Dans ces deux premiers Länder, elle dispose d'une minorité de blocage.

De l'autre côté du spectre, un nouveau venu s'est imposé, l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), du nom d'une ancienne députée de Die Linke et du PDS, héritier du SED, le parti unique d'ex-RDA. Cette cinquantenaire charismatique avait attendu 1989, l'année de la chute du mur de Berlin, pour adhérer au SED, qualifiant de « contre-révolutionnaires » les artisans de la réunification. Trente-cinq ans plus tard, elle met ses performances régionales au strict profit de ses ambitions nationales, se présentant comme tête de liste aux législatives sur un agenda anti-guerre. Ce parti d'extrême gauche anti-immigration cultive des accents populistes.

Mis à part leurs programmes économiques divergents, BSW et l'AFD partagent leur refus de livrer des armes à l'Ukraine. À eux deux, ces partis totalisent 45 % des voix dans l'est de l'Allemagne, et sont jugés aussi toxiques que l'autre par les leaders politiques nationaux. « Ils sont directement ou indirectement accompagnés mentalement, et en partie inspirés et dirigés par Moscou », a dénoncé le chef bavarois des chrétiens-démocrates, Markus Söder (CSU).

Mais en vertu de la tradition politique allemande, où l'extrême droite reste l'ennemi numéro un, Sahra

Wagenknecht est perçue dans les régions comme un moindre mal, avec qui il est possible de gouverner. En Saxe, Michael Kretschmer, soucieux d'obtenir une majorité, avait tenté de nouer une coalition avec BSW avant de renoncer face à ses exigences pacifistes. Bien que dotés de larges pouvoirs, les Länder sont dépourvus de compétences diplomatiques.

« La CDU a désormais plus de partenaires d'extrême gauche que de valeurs conservatrices »

Björn Höcke Chef régional de l'AFD

À défaut, la CDU s'est donc contentée du SPD. Le parti de Sahra Wagenknecht a certes contribué à l'élection de Kretschmer au deuxième tour, sans donner qu'un à sa politique. « Un chaos parlementaire » guette la Saxe, a mis en garde la chef des écologistes saxonnes, Christin Furtenbacher. Le leader CDU « a gagné son fauteuil mais perdu le pouvoir », a résumé le quotidien *Sächsische Zeitung*, décrivant un gouvernement dépendant de l'opposition et un Land menacé « d'une période d'immobilisme et de compromis coûteux ».

Dans le Brandebourg, le social-démocrate Dietmar Woidke, a accepté de passer les fourches caudines de l'ex-

trême gauche pour continuer à gouverner. « C'était la seule possibilité si l'on ne voulait pas s'associer avec l'AFD », a justifié le social-démocrate. À rebours des usages politiques, le contrat de la coalition régionale stipule que celle-ci s'engagera à promouvoir une solution diplomatique à la guerre, tout en critiquant le déploiement de missiles à moyenne portée sur le sol allemand.

Ces compromis n'ont pas empêché Dietmar Woidke de devoir aussi attendre un second tour pour être élu. Au premier tour, un député de BSW a même refusé de voter pour son allié le jugeant insuffisamment pacifiste. Loin d'avoir sanctionné le parlementaire récalcitrant, Sahra Wagenknecht entend pousser son avantage. « L'objectif est de normaliser les relations économiques avec la Russie », a-t-elle précisé, très loin des projets du SPD.

En Thuringe, où l'AFD a triomphé en offrant son visage le plus radical, voire néonazi, le président CDU Mario Voigt a inauguré une toute nouvelle coalition minoritaire dans la vie politique allemande, dite des Mûres, regroupant à la fois les conservateurs, le SPD et... l'extrême gauche. À un siège de la majorité. Le leader chrétien-démocrate, dont le parti fut le principal artisan de la réunification, a même nommé ministre de l'Environnement et de l'Énergie un ex-sous-officier de la Stasi. Tilo Kummer a servi dans le régiment d'élite Félix-Dzerjinski, du

nom du principal tortionnaire de Lénine. Ce régiment faisait office de bras militaire des services secrets est-allemands. « La CDU a désormais plus de partenaires d'extrême gauche que de valeurs conservatrices », a ironisé le chef régional de l'AFD, Björn Höcke.

Des élus CDU ont aussi dénoncé cette nomination, la jugeant dommageable à l'image du parti et créant un « dangereux précédent ». Tilo Kummer a « refusé les tentatives de recrutement actives de la Stasi et devrait donc être évalué sur la base de ses capacités professionnelles », a répliqué Mario Voigt. Le ministre a été élu député régional pour la première fois en septembre.

Dans un pays qui s'est toujours félicité de sa culture du compromis, ces expériences jettent un voile sur l'exceptionnalisme allemand, et en affiche les limites. « On peut dire que l'Est, qui a toujours eu un problème avec la Constitution, entreprend ainsi un cours accéléré de démocratie. Et cette appropriation passe par la pratique », philosophe Franck Richter, un ancien député saxon en rupture de ban passé, par la CDU et la SPD. Sous l'éclatement du paysage politique, ce phénomène guette toute l'Allemagne, prévient cet observateur. « Les temps sont nouveaux, ce n'est plus comme il y a dix ou vingt ans », médite le président du Brandebourg. À 63 ans, Dietmar Woidke a annoncé qu'il ne briguera plus de mandat en 2028. ■